

aucune intervention directe du Canada dans les négociations réelles en vue de l'établissement d'un gouvernement de la majorité. Toutefois, si un gouvernement provisoire était formé, nous serions disposés à lui venir en aide soit par le biais du fonds international du Zimbabwe, qui serait parrainé par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, soit par l'intermédiaire du Commonwealth, bien que dans ce dernier cas, le SEAE ait clairement exprimé de profondes réserves au sujet d'une intervention militaire.